

N/Réf. CL/CA

CONSEIL de la FACULTE D'ÉCONOMIE

Procès-verbal de la séance

Du 8 juillet 2014

32 présents ou représentés sur 37 membres en exercice.

Étaient présents ou représentés :

M. BARANES® (M. POUDOU), M. GARRABE, M. MAHENC, M. MIRABEL, M. MULKAY® (M. MARCIANO), M. POUDOU, M. TERRAZA, M. WILLINGER, M. BARRERE, Mme CHARLIER, Mme CLEMENT® (M. REYMOND), Mme IGLESIAS, M. LAGARDE, M. MARCIANO, Mme REY-VALETTE® (M. MIRABEL), M. REYMOND, M. SADEFO-KAMDEM, Mme SEYTE® (M. TERRAZA), Mme HUSCHELRATH® (M. D'ALESSANDRO), M. D'ALESSANDRO, Mme OUHSINE® (M. LASALLE), M. HOURS, M. LASSALLE, Mme STEPHAN, M. NDIAYE, Mme VACQUIER® (M. LASALLE), M. VENNAT® (M. BARRERE), M. PLANTON® (M. LAGARDE), Mme FRANCALANCI® (M. MIRABEL), M. GASSOT® (M. POUDOU), Mme NAVARRE, M. LEVITA® (M. MARCIANO)

Assistaient au Conseil : M. MANDELBAUM, responsable administratif, Mme HUILLET, responsable scolarité, Mme AUTHEBON, Assistant de direction.

Ordre du jour

Formation restreinte aux enseignants

Etablissement des services

Formation plénière

1. Informations générales :

Rapport sur l'avenir des Sciences Economiques à l'Université en France » (Pierre Cyrille HAUTCOEUR)

2. Appel à questions diverses

3. Approbation du Procès-Verbal du 2 juin 2014

4. Modalités de Contrôle des Connaissances 2014-2015

5. Règlement M2

6. Demande subvention LAMETA pour la 1^{ère} conférence annuelle de la FAERE

La séance en formation restreinte aux enseignants est ouverte à 9h45.

Etablissement des services - Délibération 20140708-1

François Mirabel aborde la question des services prévisionnels des enseignants pour 2014-2015. Sont indiqués dans le tableau les services prévisionnels des enseignants-chercheurs, enseignants, ATER, Moniteurs allocataires (qui ont une charge de 64 HETD d'enseignements dans le cadre de contrats doctorants contractuels). Ces services vont être proposés au président pour validation.

Dans le cadre de ces services prévisionnels, François Mirabel informe le conseil des enseignements qui ne sont pas faits au sein de la Faculté d'Economie (qui n'apparaissent pas dans le tableau) et qui permettent à certains enseignants de compléter leur service :

Dorothée CHARLIER : AES microéconomie TD 15H 8 séries soit 120 HETD

Joëlle ROUANET : ISEM 27h en cours magistral en M1 GES, soit 40,5 HETD

Francesco RICCI : 27 H en cours magistral soit 40,5 HETD (convention avec UM3 pour un échange de service)

François Mirabel fait ensuite le point sur les nouveaux cours attribués :

L3 : Economie Publique Francesco RICCI

L3 : Economie internationale : Francesco RICCI

M1 : Economie Publique Approfondie : Guillaume CHEIKBOSSIAN

M1 : calcul économique public : Marc WILLINGER

L3 : Méthode de la banque (changement d'intitulé Economie comportementale) : Marc WILLINGER /
Le cours sera effectué seulement pour cette année avec une disparition dans la maquette 2015-2019.

François Mirabel remercie Marc Willinger d'avoir accepté ce cours dont l'intitulé change.

L3 : Analyse financière : Jules SADEFO

M1 : Economie financière : Jules SADEFO

M1 : Analyse des marchés : François BENHMAHD

Ce point ne suscite aucune question ou remarque particulière. Le tableau des services prévisionnels est soumis au vote du conseil et adopté **à l'unanimité**.

La séance du conseil en formation plénière est ouverte à 10h.

Suite aux démissions de Guillaume Cheikbossian et Charles Figuières, François Mirabel accueille dans le Conseil les nouveaux membres Jean-Christophe Poudou et Marc Willinger et leur souhaite la bienvenue.

I- Informations générales

François Mirabel aborde les informations générales. Il présente de manière très succincte les grandes lignes du rapport sur « l'avenir des Sciences Economiques à l'Université en France ».

Ce rapport est structuré en 4 parties :

- Une première partie aborde les réformes pédagogiques à mettre en place pour mieux adapter la formation aux besoins des étudiants et aux enjeux du monde contemporain

- Dans la deuxième partie sont abordées les questions de l'organisation et l'évaluation de la recherche, avec un focus sur le rôle de cette dernière au sein de la société.
- La troisième partie aborde la question des carrières des enseignants-chercheurs et chercheurs avec la nécessité de mettre en place une véritable politique des ressources humaines.
- Enfin, la dernière partie du rapport insiste sur la nécessité d'une meilleure connaissance des parcours et des besoins des étudiants et des enseignants-chercheurs avec la création d'instances de réflexion sur les pratiques d'enseignement et de recherche.

Le doyen passe ensuite la parole à Christian Lagarde en tant que Président de la conférence des doyens d'Economie. Christian Lagarde rappelle en particulier le débat sur la suppression de l'agrégation des Sciences Economiques et les modes de recrutement des enseignants-chercheurs. Il insiste sur un élément important du rapport qui rappelle l'ensemble des dimensions du métier d'enseignant-chercheur, en particulier dans les domaines pédagogiques ou des responsabilités collectives. Il évoque ensuite les maquettes dans le cursus des facultés d'économie ; les premières années d'étude doivent être pluridisciplinaires en intégrant des matières d'ouverture (droit, langues, sociologie, géographie, histoire,...).

II- Appel à questions diverses

Aucune question particulière n'est soulevée. François Mirabel passe donc au point III de l'ordre du jour, l'approbation du Procès-Verbal du 2 juin 2014.

III- Approbation du Procès-Verbal du 2 juin 2014 (Délibération 20140708-1)

Sans aucune remarque particulière, le PV du 2 juin est soumis au vote du conseil et adopté à **l'unanimité**

IV-Modalités de Contrôle des Connaissances 2014-2015 (Délibération 20140708-2)

Le doyen présente le tableau qui donne les modalités de contrôle des connaissances : contrôle continu, contrôle terminal de la 1ère session et contrôle terminal de la 2ème session

Les modalités de contrôle des connaissances intègrent aussi les dispositions générales liées au respect des réglementations nationales concernant les examens (en particulier l'arrêté licence d'août 2011 et l'arrêté du 22 juillet 2014 fixant le cadre national des formations). Ces modalités de contrôle des connaissances respectent aussi la charte des examens de l'UM1.

Concernant les dispositions spécifiques de la Faculté d'Economie, François Mirabel met l'accent sur certains points importants :

- Présence des UE facultatives SUAPS et Musicologie à chaque semestre de licence (ces UE peuvent apporter à l'étudiant 0 à 5 pts de bonus).
- Possibilité pour les étudiants de faire un stage de césure ou stage IP (Décret du 25 août 2010) avec l'intégration d'une UE facultative en L3 et M1. Les étudiants pourront ainsi accomplir un stage optionnel durant en L3 ou M1. Ce stage sera organisé en concertation avec les entreprises (privées, publiques, associations et établissements publics industriels et commerciaux) intéressées et le tuteur pédagogique de la formation, sur la base d'une convention de stage type. Ce stage, ne présentant pas un caractère obligatoire, il est intégré au cursus pédagogique dans les conditions suivantes :
 - o il s'effectue à la demande de l'étudiant et après validation du responsable de formation ;
 - o il ne doit pas dépasser la durée réglementaire des 6 mois de stage (stage obligatoire inclus) ;

- il fait l'objet d'une restitution de la part de l'étudiant donnant lieu à une évaluation, sans notation et sans attribution d'ECTS.
- Modification de l'intitulé d'un cours : Méthode de la banque est remplacée par Economie comportementale. Marc Willinger effectuera ce cours cette année.
- Suppression des TD en microéconomie 1 (L1S1) cette année dans la perspective de la maquette 2015-2019 où ce cours n'existera plus et sera remplacé par un cours de Principes d'économie sans TD.
- Doublement des heures en TD de statistiques en L2 S4 pour accroître la réussite des étudiants (30 HETD au lieu de 15 HETD). Dans le cadre de ce cours L2S4 (Statistiques 3), le programme est long et représente la base des méthodes économétriques. Il pourra être approfondi dans le cadre de petits groupes en TD.

Michel Garrabe revient sur la mise en place d'un stage facultatif en L3 et M1 (stage de césure / Insertion Professionnelle). Selon lui, le caractère facultatif et l'absence d'ECTS contribue à dévaloriser le stage ; il faudrait le rendre obligatoire avec des crédits permettant de le valoriser. François Mirabel répond qu'il est très compliqué de rendre le stage obligatoire et de le valoriser au sein d'UE avec ECTS dans la mesure où cela pose des problèmes d'aménagement des cursus (il faudrait que le stage soit fait au cours de l'année avant les délibérations des examens).

Philippe Mahenc demande si le rapport de stage sera noté. François Mirabel rappelle que le rapport remis par l'étudiant à l'issue du stage donne lieu à une évaluation sans notation et sans attribution d'ECTS. Le résultat peut être inscrit dans le parcours pédagogique (Annexe Descriptive au Diplôme) de l'étudiant sans en modifier la notation générale, ce qui permet à l'étudiant de valoriser son stage auprès de futurs recruteurs. Philippe Mahenc propose qu'on se mette d'accord sur la forme du rapport (10-20 pages).

Sylvain Hours regrette l'absence de TD en organisation industrielle en L3 ; ces TD seraient d'une grande utilité pour les étudiants et permettraient une meilleure réussite dans cette matière.

Laetitia Huillet revient sur la suppression des TD en microéconomie 1 (L1S1). La forte pondération de cette matière (6 ECTS) risque d'entraîner un risque important de triche à l'examen. Philippe Mahenc suggère d'autoriser les documents de cours pour éviter ce risque de fraude.

Les modalités de contrôle des connaissances 2014-2015 sont soumises au vote et adoptées à **l'unanimité**.

V- Règlement M2 (Délibération 20140708-3)

François Mirabel présente le règlement des examens pour les 9 spécialités de Master 2 :

- Choix publics, politique économique et réseaux
- Economie et Droit de l'énergie
- Economie rurale et stratégies des entreprises agro-alimentaires
- Ingénierie des projets et des politiques publiques
- Economie des technologies, de l'information et de la communication
- Systèmes d'information économique pour l'entreprise
- Economie quantitative et management des transports
- Finance de marché et analyse des risques
- Agriculture, Alimentation et développement durable

Aucune remarque particulière n'étant faite, le règlement d'examen des M2 est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

VI- Demande de subvention LAMETA de 2000 euros pour la première conférence de la FAERE (French Association of Environmental and Resources Economists) (Délibération 20140708-4)

François Mirabel souligne l'opportunité et l'importance pour la Faculté d'accueillir cette 1^{ère} conférence à Montpellier. Philippe Mahenc précise le contexte et rappelle l'objet de la conférence. Il donne les principaux thèmes qui seront abordés et souligne la présence d'intervenants prestigieux à cette conférence.

La subvention est soumise au vote du conseil et adoptée à l'unanimité.

A 11h45, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.